

## **Conférence de presse de Geneviève Tapié. Extraits de ses déclarations".** **Sète – 14 février 2007**

### **Je suis une femme !**

Et je crois en leurs talents.

Il n'y a pas d'ordre démocratique sans la réalité de leur juste participation, et la parité renvoie à des choix de société majeurs. D'où la nécessité de poursuivre ce combat. Il qui nous renvoie au type de gouvernance de l'écrivain philosophe John Stuart Mill né en Ecosse (1806) et mort en Avignon (1873) : « *Il n'est pas question de remplacer les hommes par les femmes, mais bien de savoir si la société ne serait pas mieux gouvernée et par des hommes et par des femmes* » ! (De l'assujettissement des femmes – Chapitre III).

(Se reporter à l'annexe « **Le Blog de Geneviève Tapié sur Midiblogs.com** » - Voir « **Arc Latin** », p.5 et « **Persiste et signe** », p.8, dernier alinea).

J'ai voulu, avec l'Assemblée des femmes du Languedoc et du Roussillon (ainsi baptisée en référence à la farce d'Aristophane « l'Assemblée des femmes »), marquer de cette empreinte le démarrage de ma campagne. Je vous renvoie à « **Demain les femmes ?** », la Conférence débat du 24 février 2007 à Sète dont la plaquette figure dans votre dossier de presse. Et qui ne trahit en rien John Stuart Mill.

### **Je suis moi aussi une « femme debout ».**

Parce qu'il n'y a pas d'ordre véritable sans la justice.

Je serais donc une force de justice.

Une force de justice par conséquent à l'écoute de tous, des hommes et des femmes, une force de rassemblement et d'action, une force de réaction contre les inégalités.

Et parce que je suis socialiste, parce qu'être socialiste, c'est, comme le disait Léon Blum, « *vouloir l'égalité* », je veux être cette force de justice, sans tricher, sans me disperser, à 100%, à temps plein et pas à temps partiel ! (Voir dans annexe blog : « **Europe... en Balaruc** », p.5).

J'ai entendu dire, chez Diego, le cafetier du marché, que « j'étais une intellectuelle » ! On se raconte aussi en ville que je suis « une féministe ». Comme un double handicap.

Le vrai handicap, en politique, c'est quand tout le monde pense pareil, le vrai handicap, en politique, c'est la langue de bois.

(Voir dans annexe Blog : « **Autre chose que la langue de bois** », p.1)

### **Je suis née au pied de l'Oppidum d'Ensérune au 3<sup>e</sup> siècle avant Jésus Christ et j'ai hérité plus du talent des romains que celui des grecs qui l'ont occupé.**

Je suis née, bousculant l'ordre établi en pleine vendange –crime de lèse vigneron !- d'une famille vigneronne et ce n'est pas parce que j'ai acquis d'autres savoir faire que la culture de la vigne que je suis devenue un organisme génétiquement modifié : je reste génétiquement les pieds sur terre ! .... J'ai les pieds enracinés dans l'océan de ceps qui encercle mon village de Nissan, mais la mer est présente partout du haut de l'Oppidum, mon horizon est celui du grand large, côté mer et côté terre d'où l'on devine par temps (très) clair les contours du Mont Saint Clair.

### **Il n'y pas d'ordre véritable sans la justice.**

Je serai donc, aux côtés de Ségolène Royal, cette force en mouvement, cette force d'indignation, cette force si nécessaire de colère, au service de **« l'ordre juste »**.

Et je donne à « l'ordre juste », la définition empruntée à Roger Martin du Gard extraite de « L'été 14 » : *« Il n'y a pas d'ordre véritable sans la justice »*.

Simplement, ma culture me porte à inverser les mots et à placer le mot « juste » avant « ordre ».

Il n'y a pas d'ordre véritable sans la justice. La preuve ?

Pas d'ordre acceptable en viticulture sans justice pour les vignerons. Pas d'ordre concevable dans l'organisation du marché de la pêche sans justice pour les pêcheurs. Pas d'ordre économique juste sans équité pour les classes moyennes....

### **Pas d'ordre véritable sans la justice sociale**

Pour moi, il n'y a pas d'ordre véritable sans la justice sociale.

Et la justice sociale, c'est quoi ?

La justice sociale, c'est un bon emploi pour tous. Un bon emploi pour toutes et pour tous, pour les gens d'ici, comme pour les gens d'ailleurs.

### **La justice sociale, c'est un revenu minimum et décent pour chacun.**

J'aiderai Ségolène Royal, qui a repris cette idée lancée par le président d'Emmaüs, à créer un revenu de solidarité active pour les pauvres.

Parce qu'il est indécent et inadmissible en France qu'une femme seule avec deux enfants titulaire d'un emploi aidé à 548 euros par mois, obtenu après une formation d'employée des collectivités de 9 mois, se voit, au bout de trois mois d'activité supprimer le bénéfice du RMI, soit 476 euros par mois. Simplement parce qu'elle a du courage et qu'elle travaille !

Où est l'ordre juste pour Nadia, 32 ans, Guyanaise et vivant à Frontignan ?

### **La justice sociale, c'est le développement économique**

Parce qu'il n'y a pas de création d'emplois sans créations d'entreprises. Nous relancerons l'activité en mettant en œuvre un plan d'innovation et la recherche.

Et l'innovation ce n'est pas quelque chose de compliqué. C'est faire confiance à la capacité d'invention et d'imagination de chacun, l'innovation dans le Bassin de Thau, c'est par exemple, Mme Annie Castaldo et ses copines du SIVAM, et leur plan « Défi d'avenir » pour la conchyliculture. C'est Philippe Vaudo et son plan de relance des Halles de Sète ; c'est Patrice Lafont de Mèze qui franchit avec endurance la course d'obstacle à l'installation de ses tables !

La justice sociale, c'est aussi de ne pas laisser dormir les dossiers dans les cartons. Vous pouvez me faire confiance pour les en sortir !

### **La justice sociale, c'est pas une vie sans toit !**

La justice sociale, c'est, forcément, le droit pour chacun, quelque soient ses moyens d'existence, de disposer d'un logement.

C'est de donner à chacun la garantie de disposer d'un chez soi, de vivre à l'abri d'un toit quel que soit son revenu. C'est de permettre à toutes les Nadia à 548 euros par mois de faire face tous les mois à son loyer de 232 euros.

(Voir dans annexe Blog : « Coopératives d'habitation », p. 3)

Juste, un chiffre : 17% des femmes en Europe vivent en dessous des seuils de pauvreté et l'écart des pensions de retraite entre les hommes et les femmes est en France de 42% (1416 euros en moyenne pour les hommes et 848 euros pour les femmes).

### **La justice sociale, c'est la garantie d'une retraite équitable pour tous**

C'est une retraite équitable pour tout le monde parce qu'il n'y a pas d'ordre véritable sans respect pour les gens. Pour tous les gens, en particulier, nos aînés, pour nos retraités, pour celles et ceux –il y en a beaucoup à Sète et tout autour du Bassin de Thau – « *les vieux* » (Des palombes ne passeront plus de Claude Michelet) qui «*viennent bien vieux chez nous parce qu'ils y sont bien !* » - qui ont mérités de connaître des fins de vie heureuses.

Etre socialiste, c'est vouloir l'égalité, c'est être aussi solidaire.

Aussi, ma « déclinaison » de cet ordre juste qu'avec Ségolène Royal appelons de toutes nos forces n'est pas exhaustive.

**Aussi, sur tous les terrains, je veux être celle qui fera bouger les choses ; et il y a des urgences !**

### **Ce qui se passe dans la viticulture régionale est l'équivalent d'un plan de licenciement massif.**

Il y a urgence, à arrêter un plan de sauvegarde de nos vigneron. Sinon ils vont disparaître, dans la révolte, l'injustice, le désespoir et la misère. Je sais de quoi je parle !

Il faut, en particulier, que les banques régionales cessent le harcèlement des plus faibles. (Voir sur ce point l'extrait de mon blog «Autre chose que la langue de bois », p.1, dernier alinéa).

J'inclus dans ce plan la création d'une zone franche viticole sur le port de Sète – ou plus précisément, puisque juridiquement l'Union européenne ne permet plus l'emploi de ce terme jugé impropre, mais, comme à Barcelone, on s'en passera !- « de zone à droit suspensifs de paiement » pour attirer des opérateurs spécialisés dans l'exportation mondiale des vins du Languedoc-Roussillon. L'idée étant de développer l'activité du Port de Sète tout en offrant des solutions durables à la crise viticole.(Voir sur ce point l'extrait de mon blog «Arc latin, p. 4).

Je ne doute pas du soutien, sur ce point du Conseil régional présidé par Georges Frêche, désormais responsable de l'avenir du port. (Voir dans annexe blog : « L'écume des choses », p.2). Et pour faire poids, j'ai demandé à André Vézinhel, d'inscrire à l'agenda politique de l'Arc Latin qu'il préside, des investigations à Madère, port portugais soumis au droit de l'Union européenne et Cadix, port espagnol qui se rapprochent de la situation de Sète.

Le développement du port représente, en soi, une autre urgence. Les choses avancent déjà dans le bon sens, et c'est bien que dans cette affaire la logique républicaine joue à fond, le Conseil régional et la Ville de Sète avançant de conserve.

### **Mais, à quoi rimerait de travailler au développement des activités portuaires, si à côté, on laissait les pêcheurs dépérir ?**

Je n'accepte pas l'aberration qui consiste à envoyer des chalutiers à la casse. Il me semble plus intelligent d'envisager la mise au point de programmes de réhabilitation de ces bateaux qui appartiennent à notre patrimoine. On réhabilite bien des immeubles vétustes, des friches industrielles, on peut réhabiliter les chalutiers, pour en faire des lieux d'habitation ou des lieux culturels. J'y réfléchis et je pense qu'avec un peu d'imagination et la participation des forces vives on peut vite innover et mener à Sète des actions pilotes et exemplaires.

C'est romanesque ? Oui ? Mais on disait la même chose de François Mitterrand !  
(Voir dans annexe Blog : « Le massacre des chalutiers », p2)

**Quant à l'avenir des thoniers, qui est naturellement lié à l'avenir des thons rouges de Méditerranée, il faut aussi agir pour ne pas subir !**

Il est impératif de préserver la ressource mais dans cette affaire, chacun sait, et les professionnels mieux que moi, que les vrais tricheurs, ce sont les pêcheurs de certaines flottilles étrangères qui se comportent comme des pirates au large de la Turquie. Le drame, c'est que le plus souvent, c'est en toute impunité !

**Puisque la réglementation est européenne, c'est à l'Europe maritime de se donner les moyens de police pour faire respecter sa loi dans les eaux concernées.**

Je vais vous dire ce que je pense.

Je pense que les professionnels sétois, en concertation avec les experts scientifiques devraient être associés à cette remise en « ordre juste » du secteur de la pêche au thon. Et pourquoi pas, se servir aussi de l'argent de l'Europe, il existe, dans le Fonds social européen, pour « recycler » en « gardiens de la mer », les marins pêcheurs qui ont dû « déchirer » leurs bateaux ? **Mon ambition ? Etre leur « pilotine », avec bonheur, efficacité et efficience !**

**Autre terrain d'action, celui du logement. Il y a urgence, ici, à Sète et autour du Bassin de Thau, à résoudre le grave problème du logement.**

Il est inacceptable - comme me l'a dit au bout de la Pointe Courte l'autre soir, le pêcheur qui a renoncé à y habiter. « *Cent millions de centimes (de francs), madame, pour ce « cabanot », alors, je suis parti à La Peyrade !* » -, que le prix du foncier et de l'immobilier obligent aujourd'hui tant de monde à habiter dans les terres alors que la source de leur revenu se trouve sur le littoral.

Il faut en finir avec toutes les formes de spéculation. C'est vital ! Sinon, où logerons-nous demain les familles qui bénéficieront des nouveaux emplois que créera le développement du port ?

Et il ne s'agit pas seulement de construire des logements sociaux. Les classes dites « moyennes » ont peine à se loger parce qu'il manque beaucoup de logements locatifs à prix abordable pour elles.

**Au niveau national, avec Ségolène Royal, nous instituerons la « sécurité logement » pour tous, y compris les sétois et les gens de Thau.**

Non seulement, le loyer des familles les plus modeste sera plafonné à 25% de leur revenu, mais tous les programmes de constructions neuves devront comporter une part obligatoire de logements sociaux. A Sète, il faudra simplement veiller si nous voulons être crédibles jusqu'au bout, à ne pas trop charger la barque à babord, pour ne pas risquer de la faire chavirer à gauche dans des eaux troubles !

Nous ferons en sorte que l'Etat réquisitionne les terrains disponibles dans les communes qui ne rempliront pas leurs obligations et là où les collectivités locales voudront se lancer plus en avant dans la construction de logements sociaux, les terrains appartenant à l'Etat leur seront concédés à moitié prix.

Il faudra aussi par la loi, mieux encadrer les conditions d'attribution des HLM pour qu'ils soient réellement occupés par ceux qui y ont vraiment droit.

**La puissance publique apportera sa garantie aux plus modestes, et elle se substituera auprès des propriétaires pour acquitter les impayés de loyer, lorsqu'ils correspondront « aux accidents de l'emploi ».**

Les aides au logement seront revalorisées ; un « fonds » public de caution sera institué, des crédits bon marché seront mis en œuvre ; il faut revenir aux principes de la Loi Loucheur d'après guerre qui a permis à mon grand- oncle garagiste de Saint-Affrique (Aveyron) d'acheter sa maison.

**Et parce que j'en connais la valeur, à Sète et dans les communes du Bassin de Thau, je me ferai l'avocate virulente de ce droit au logement garanti et non pas seulement juridiquement opposable.**

Elue, je serai en capacité de faire de cette question une priorité, parce que ce n'est que justice. Je saurai faire taire les hypocrisies de la droite et du monde de l'argent parce qu'il est essentiel pour notre pays, pour notre territoire, de maintenir le cap du développement des emplois.

Et comme je sais être efficace, je le ferai, ici, en veillant à faire participer le secteur privé à cette nouvelle donne.

**Comment ? Eh bien, au travers d'un « talent pool », c'est-à-dire d'un « Cercle de compétence », l'équivalent de ce que vous, gens de presse appelez un « Comité éditorial ».**

C'est-à-dire, qu'au fur et à mesure de ma campagne je veillerai à agréger autour de la candidate, toutes les personnes ressources, tous les talents que j'ai commencés à repérer au cours de mes rencontres.

Pour que la « pilotine » ne rate pas l'entrée du port, et guider l'élue en haute mer en lui évitant écueils et récifs.

C'est par exemple à ce « Cercle de compétence » que je demanderai de me guider dans l'attribution de la « réserve parlementaire », cet argent de poche distribué par la République aux parlementaires et dont l'emploi, conditionné seulement au fait du prince, n'est lié à aucune règle.

**Je pourrais continuer. « Un moulin à parole » a écrit l'un de vos confrères.**

Je pourrais parler de nos projets écologiques. Il ne peut y avoir d'avenir à Sète et au pays de Thau qu'à condition de préserver la qualité de l'eau.

Pour les conchyliculteurs des ports conchylicoles de Loupian, Mèze et Marseillan que j'ai écoutés, mais aussi pour l'avenir touristique du littoral parce que les baigneurs exigent une eau et un environnement de qualité irréprochable. Des efforts notoires sont en projet. Je m'attellerai à ce qu'ils soient soutenus à hauteur de ce qu'ils méritent, le regard fixé sur ces initiatives endogènes qui sont porteuses de développement et que la droite locale à tendance à mépriser. C'est vrai, les enjeux financiers sont souvent modestes, mais le maintien de la vie des gens chez eux en dépend.

Mais j'aurais l'occasion de revenir là-dessus, de soulever bien d'autres questions au cours de ma campagne.

**Mais avant d'en terminer ce matin, je voudrais vous dire ma fierté d'être socialiste. Et mon ambition de faire aimer à tous la politique. Parce que la politique, c'est le pouvoir transformateur qui change la vie des gens.**

**Alors, pour leur faire aimer la politique, je voudrais surtout dire aux gens d'ici : désormais, mon parti, c'est aussi vous tous !**

**Et si vous l'acceptez, alors, croyez moi, moi, je ne vous décevrai pas !**

Geneviève Tapié

Sète, 14 février 2007

Blog : <http://www.placeauxfemmes.midiblogs.com>